

L'AIE s'inquiète des coûts de la transition énergétique allemande

L'Agence internationale de l'énergie a publié fin mai une première analyse de la transition énergétique allemande. Cette note salue les efforts faits par la République fédérale dans le domaine de l'efficacité énergétique et dans le développement important des énergies renouvelables. Néanmoins, la taille de l'économie allemande et son implantation au cœur de l'Europe nécessitent que d'autres mesures soient prises par le gouvernement de Berlin pour que la transition en cours aboutisse favorablement.

L'essentiel des préoccupations de l'Agence réside dans la flambée des coûts des différents volets de la transition énergétique, principalement ceux de l'électricité, «*dont les prix sont les plus hauts d'Europe*», fait remarquer l'AIE qui insiste pour que ceux-ci soient davantage «*acceptables socialement*». L'une des questions soulevées par l'Agence dans son rapport concerne les différences importantes de tarifs électriques pratiqués à destination des particuliers et des PME, d'une part et des grandes entreprises, d'autre part. En effet, depuis plusieurs années, ces dernières bénéficient d'importants dégrèvements destinés à favoriser leur compétitivité à l'export. Et l'AIE d'insister pour que les coûts [de la transition énergétique] «*soient répartis plus équitablement*». Ce qui a fonctionné dans le passé n'est pas forcément ce qu'il convient d'appliquer dans le futur, indique en substance l'AIE. Par ailleurs, on sait que Bruxelles a lancé récemment une enquête pour savoir si les tarifs préférentiels accordés aux grandes entreprises exportatrices ne constituaient pas une subvention déguisée,

une pratique répréhensible aux yeux de la Commission puisque faussant la concurrence.

Entre autres recommandations, l'AIE préconise l'adoption de mécanismes appropriés pour contenir le coût croissant des énergies renouvelables, des investissements accrus dans le domaine des «réseaux intelligents» (*smartgrids*) au moyen d'incitations financières, dans le cadre de programmes à long terme assurant la stabilité des investissements.

Enfin, l'AIE milite en faveur d'un dialogue accru avec les partenaires européens de l'Allemagne, «*placée au centre de l'Europe énergétique*». «*Ses décisions ne l'engagent pas seule, mais ont un impact bien au-delà de ses frontières*», conclut l'Agence. On ne peut qu'y voir une forme de critique à l'égard de Berlin qui, en 2011, sans consulter ses voisins (fournisseurs et clients tout à la fois) avait décidé unilatéralement d'arrêter brutalement une partie de ses réacteurs nucléaires les plus anciens, décision assortie d'un programme très volontariste de fermeture de l'ensemble de ses centrales. ■